

LA PHILOSOPHIE COMME STRATÉGIE DE LA VIE

*J'ai entendu dire : il y a
Dans l'eau une pierre et un cercle
Et au-dessus de l'eau un mot
Qui met le cercle autour de la pierre¹.*

Quelqu'un définissait le devoir comme cette force qui, suivant nos penchants, file en ligne droite vers ce qui nous profite, propos liminaire qu'on pourrait compléter par cette maxime, qui puise son génie aux sources fatalistes de notre langue : « Fais ce que dois, advienne que pourra ». Dans cet essai, c'est dans cette perspective qu'est défini le « devoir » de la philosophie. Quant à « aujourd'hui », il est toujours plus inactuel que présent, ce que relativise l'actualité du propos. Ceci dit afin d'amadouer le lecteur qu'agacerait le ton comminatoire d'un auteur qui a revêtu la robe à hermine et la perruque et cru bon de prendre l'air compassé de circonstance mais ne tardera pas à poser le déguisement, qui ne trompe personne.

Quel doit être l'objet de la philosophie aujourd'hui ?

La mauvaise et la bonne philosophie ont peut-être le même objet, mais la mauvaise philosophie n'est pas la bonne philosophie, et la bonne philosophie n'est pas la mauvaise. Ceci comme lemme avertissant que l'auteur a (quand même) lu ses classiques (même s'il ne sait toujours pas pourquoi il y a quelque chose plutôt que rien) et que, conséquemment, il ne peut pas dire tout à fait n'importe quoi.

La mauvaise philosophie

Ce n'est pas tant qu'il faille assigner d'emblée des sujets à la philosophie aujourd'hui. Il y a assez de sujets de discussion, de dissertation,

1. Paul CELAN : « *Ich hörte sagen, es sei /im Wasser ein Stein und ein Kreis /und über dem Wasser ein Wort, /das den Kreis um den Stein legt.* » (Paris, Gallimard, « Poésie », 1998).

d'actualité pour ne pas restreindre son champ de vision quand on est libre de le faire. D'ailleurs, l'objet de débat le plus intéressant est souvent le plus intempestif.

Par contre il est impératif de faire suivre à la philosophie une route qui épargne à la pensée cette douloureuse dérive de Charybde en Scylla à laquelle nous sommes forcés d'assister depuis un certain nombre d'années. Gardons-la de tomber dans l'historicisme universitaire, la filandreuse et paraphrastique analyse des lemmes les plus scolastiques des Anciens, et gardons-la aussi de s'épancher dans le biographisme bavard qui, non content de tout réduire à la dimension d'un nombril examiné par le petit bout de la lorgnette, nous impose, outre la partialité revendiquée et sans complexe dans l'évocation des faits, l'inévitable compromission des tierces personnes, les longueurs complaisantes et les traumatismes enfantins obligés d'un plaidoyer *pro domo* où l'auteur, sous couvert de peindre « la société », se campe en victime, et donc en héros, dans un « parlons de moi il n'y a que ça qui m'intéresse » dont la sagesse est bien digne d'être promotionnée en première page du supplément « Livres » du *Monde*.

Aujourd'hui, pour éviter la sophistique, pour ne pas céder à l'ordre du discours et à la dictature de l'image, la philosophie doit préférer le choix tranchant à la mission œcuménique. Il lui faut absolument cesser de peser le pour et le contre du passé, et se tourner vers le futur en prenant le risque de se tromper et d'être détrompé en renonçant à la dignité de son statut. Laissons à Jésus le privilège de dire : « Vous jugez selon la chair ; moi, je ne juge personne. Et si je juge, mon jugement à moi est véritable parce que je ne suis pas seul, mais il y a moi et celui qui m'a envoyé² » si c'est pour cela qu'il est descendu parmi nous.

Profitons au moins du privilège de cette société libérale qui est la nôtre, là où tout se vend et s'achète, pourvu qu'il y ait marché : ignorons les saveurs des vins faciles et choisissons celles qui narguent, surprennent et éduquent le palais de leurs âpres ou chantantes harmonies. L'indifférence, fléau de la pensée philosophique, vient de la certitude zélée des uns, de la paresse complaisante des autres. Ce *statu quo* dans la société aujourd'hui, sous prétexte qu'il refuse de voir combien la réalité change, prépare de douloureux lendemains.

Les philosophes ont aujourd'hui beaucoup de travail s'ils veulent travailler en honnêtes hommes. Il leur faut parler et briser le globe de verre qui abrite l'horloge arrêtée sur la cheminée du cabinet de notaire de province où la France s'est laissée capturer. Il leur faut combattre cette sorte de fanatisme qui consiste à « interpréter la vie des gens », à y « mettre un sens supérieur — et par là même, à leur donner le courage

2. « Évangile », Jn, VIII, 14-16.

de mépriser tout autre genre de vie, le tranquille fanatisme que reprirent plus tard les Frères Moraves, la secrète et souterraine confiance en soi qui grandit sans cesse jusqu'à être prête à « surmonter le monde » (c'est-à-dire Rome et les classes supérieures de tout l'Empire). La tolérance dont on fait lâchement preuve à l'égard du communautarisme et de son lent et souterrain travail de sape nourrit en ce moment la philosophie, car différents courants « minorisés » poussent en avant des représentants de leurs intérêts qui, en toute bonne foi, élaborent des théories pour la conduite des affaires courantes et la défense du bien public. Pourtant, ces points de vue de parti pris ne suffisent pas puisque, d'une façon, ils proposent toujours de déshabiller Paul pour habiller Pierre. La philosophie doit quitter sa position souveraine, où elle considère avec une bienveillance paternaliste tous ces courants qui, certes, manquent d'horizon, mais témoignent d'initiatives intéressantes. La philosophie, comme la stratégie du reste, est une science de l'action. Elle confronte le particulier à l'universel. Elle ne peut donc, parce que son sentiment de supériorité rationnelle est trop fort, renoncer à entrer en débat avec les zélotes et les passionnés. Le mépris et l'indifférence à ce qui advient au jour le jour détournent de l'action, ce qui est le plus grand danger.

La bonne philosophie

Quelle serait alors, par contraste, la bonne philosophie ? Ce serait, c'est, la philosophie qui s'affronte aux sujets non pas parce qu'il faut bien se mettre quelque chose sous la dent et publier, non pas parce que « tout le monde en parle » ou, au contraire, parce que « personne n'en parle » et que cela convaincra l'éditeur, mais parce que le philosophe qui pense a un but. Sa volonté est tendue vers un point et oriente sa réflexion : il s'agit d'offrir des propositions d'action.

Cette philosophie, qui s'apparente à la stratégie, peut bâtir des bastions et abattre des forteresses. Elle vise l'action, et s'intéresse à des cas qu'elle expose, dissèque, et pour lesquels elle offre sinon des solutions originales, du moins une compréhension plus profonde et qui légitime un choix de comportement. Par exemple, concernant le « développement durable », au lieu de remarquer que c'est là un « thème à la mode », il peut être intéressant de réfléchir aux enjeux sous-jacents tout en s'informant sur les mesures concrètes que cela implique sur l'environnement et sur le coût de ces mesures.

Suite à cette enquête, il devient plus facile de consentir un effort financier pour soutenir certaines initiatives et en parler autour de soi et il est plus légitime de faire preuve de vigilance et d'esprit critique à l'égard du tri sélectif ou des produits « verts » vendus en grande surface. Certes, c'est là un travail fastidieux de recherche des tenants et des aboutissants dans des sujets qui n'emportent pas nécessairement

l'esprit vers des hauteurs. Faut-il pour autant se satisfaire des arguments du marketing ?

Toutefois, il faut bien admettre que la philosophie, comme la stratégie du reste, sont aujourd'hui en grand péril, raison pour laquelle elles se rejoignent en une même pensée de crise. Elles sont en danger parce que leur sujet premier est le monde, qu'il faut penser comme un tout et comme une diversité. Elles sont en péril parce qu'elles sont sans cesse prises de court par l'ampleur de la matière, par la rapidité des changements. De ce fait, elles semblent cantonnées à des vérités de nature générale, autrement dit des banalités qui viennent après la bataille, alors que l'information a déjà exposé la situation et que les opinions à chaud ont tenu lieu de commentaire, alors qu'on est déjà en train de passer à autre chose.

Disciplines de l'action, la stratégie et la philosophie doivent perdre en compréhension ce qu'elles gagnent en extension et elles doivent convaincre qu'elles ne sont pas un discours officiel qui justifie *a posteriori* des choix toujours contestables. Face aux sciences et aux techniques de l'information, qui manipulent avec une adresse redoutable le réel, le transformant en image et en divertissement, la philosophie et la stratégie figurent deux faces de la morale, l'une blanche et l'autre noire, l'une naïve dans sa tour d'ivoire, l'autre cynique vendue à la Reine. Toutes deux peuvent facilement céder face à l'épreuve des faits et l'émotion qu'ils suscitent, la présentation journalistique ridiculisant systématiquement toute tentative de résistance à la relativité des interprétations. Même dans les débats, tout est dit d'avance, puisque les protagonistes ne sont introduits en lice que comme porte-drapeaux et qu'il leur faut courir la montre, ou tenir la ligne.

Voilà donc la philosophie et la stratégie réduites à l'autotélisme de la poésie, alors que la prose du monde s'abandonne aux sirènes de l'actualité. Confrontées à une mutation de ce qui compose l'univers des hommes, à une vaste révolution si difficile à englober qu'on parle de « globalisation » et que, aussitôt, ce mot impose un air perdu, le regard fatal de circonstance, nos deux disciplines, qui n'en font plus qu'une, peinent à recouvrer la légitimité qui était la leur lorsque l'écrit et le pouvoir régnaient en maîtres. Ces logiques se sont désormais complexifiées, et la trame évolutive, la logique molle des réseaux met en avant la multiplication des sources et unités de mesure. Ou n'est-ce qu'une apparence commode ? Avec un peu de recul, ne peut-on pas distinguer encore des rapports de force dominants, qui décident de la direction du monde ? Dans le vague, le flou, l'incertain, « le silence de ces espaces infinis » effraie tant qu'aussitôt se déclenche un brouhaha médiatique qui le couvre tantôt par des batailles définitives, tantôt par des preuves de ses bienfaits et méfaits supposés.

La « bonne parole » philosophico-stratégique est d'autant moins audible qu'elle a quelque chose de malséant. Il est facile d'étouffer la parole de ceux qui choisissent de parler peu, et rarement. Les uns sont dogmatiques, les autres ne sont pas clairs ; autant dire : ils sont lâches puisqu'ils refusent de prendre position, de s'affilier. C'est qu'il faut du temps pour comprendre ce qui est dit, pour suivre les méandres d'une pensée qui s'est élaborée dans la nuance, mais où la nuance est précisément tout ce qui fait la différence. Il y a religieux et religieux, banque et banque, actionnaire et actionnaire, type de contrat et droit des affaires, investissements et intéressements, intérêts communs et collusions, compromission et malhonnêteté, mafia et mafia, prix et coûts, moyens et moyens. Un généraliste, comme l'est le philosophe-stratège, est sans cesse en train de se former dans des sciences dures, dans des disciplines nouvelles qui lui permettent de comprendre le flot des données qui se déversent dans son giron. Il n'a donc guère le temps de s'exprimer, car il est très occupé. De plus, il souffre d'un très grand handicap par rapport aux « esprits forts », ceux dont La Bruyère se demande s'ils savent que « c'est par dérision qu'on les nomme ainsi » : le stratège philosophe craint de dire une sottise. Les applaudissements autour de lui l'effarouchent et l'incitent à se taire, ce qui déçoit et passe pour de l'ingratitude.

Mais le philosophe et le stratège qui voient la réalité telle qu'elle est ont des raisons d'être médusés, et je voudrais, un temps, m'affubler de leur casaque pour tenter de me livrer à un travail qui, selon moi, doit être le leur.

Autant il est difficile à un stratège d'analyser une multinationale, du fait de sa taille, autant un philosophe craint les généralités dont les médias font leurs choux gras, tout en devant surmonter le particulier pour envisager des enjeux de nature générale. De ce fait, tous deux, dans leur travail respectif, se demandent par quoi commencer. Cela prend du temps, beaucoup de temps, nous l'avons dit, car il faut faire le tour de la question. Ils évoquent une poule devant un trait de craie, posture qui, il faut bien l'avouer, est un tantinet ridicule. Ce manque, tout provisoire, de dignité convainc les communicants, ces bateleurs professionnels, et les vendeurs, ces gladiateurs des cirques contemporains, qu'ils sont nuls pour l'action et inaptes à la prise de décision. Ils n'en avaient jamais douté et rigolent bien, ces gros malins, en hommes qui ne doutent de rien et à qui leurs certitudes erronées profitent outrageusement tant que leur force de conviction n'est pas ébranlée par les énormes bêtises qu'ils font commettre avec les meilleures intentions du monde car, à vrai dire, ils sont braves. Alors, ils cessent de se battre les flancs et prennent un air faussement soumis pour attendre des directives qu'ils ne respecteront qu'un temps, pour sauver

les apparences car déjà, de nouvelles et versatiles idées ont surgi sous leurs fronts obtus et derrière leurs sourires hypocrites. Jadis, une servante de Thrace riait du philosophe qui était tombé dans un puits.

La philosophie à l'épreuve des faits (dépassement dialectique)

S'ils sont honnêtes hommes, le stratège comme le philosophe refuseront courageusement de plier. Il leur est permis de gémir, mais pas de capituler, du reste, ils sont d'autant plus libres qu'on n'attend rien d'eux, car tout le monde sait qu'outre leurs perpétuelles ratiocinations qui ennuient tout le monde, ils ne sont bons à rien. Continuant donc le combat³, la lance en avant, le fer au côté et la visière baissée, ils refuseront de changer de sujet et chercheront des arguments décisifs, susceptibles d'éclairer, par leur lumière éclatante, la lanterne de l'abruti le plus assis sur ses moelleuses certitudes. Cherchant à lui faire lever le siège ainsi qu'à la cohorte innombrable de ses semblables, assurés que ceux-ci feront la sourde oreille s'ils ne se redressent pas sur leurs ergots, le stratège et le philosophe s'en remettent à l'imparable, l'incontestable, l'argument massue qui sert aux dieux et aux épiciers : les chiffres, ces données objectives, qui ont l'avantage de ne rien dire d'autre que ce qu'ils sont, pour peu qu'ils soient ce qu'ils sont et qu'ils aient un être.

Malgré la méfiance dont il faut nécessairement se prémunir, car personne n'est jamais d'accord et il faut se méfier des « intuitions » en matière de vraisemblance (les semblances peuvent-elles jamais être vraies ?), une bonne méthode est de confronter plusieurs données qui dessinent des champs de forces, des tendances et des évolutions car c'est une méthode commune, à ceci prêt que le choix des données, leur traitement et les conclusions qu'on en fait diffèrent. C'est ce qui s'appelle se donner le choix des armes. Nous entrons là dans un mode de raisonnement que beaucoup apparenteraient directement au bushisme, si honni en Europe et particulièrement chez les intellectuels à scrupules (grand bien leur fasse). Pourtant :

Qui ne saurait être frappé du fait que la population mondiale continue à s'accroître, approchant les 7 milliards d'hommes (pour 6 milliards en 1999 et 2,495 milliards en 1950), du nombre grandissant d'hommes menacés par la famine ? En 2003, la faim a touché 840 millions de victimes soit 14 % de la population mondiale. En Afrique subsaharienne, 60 millions de plus qu'en 1990 sont victimes de l'extrême pauvreté, ce nombre augmentera encore d'ici 2015 alors que les organisations internationales voudraient qu'il soit divisé par deux. Divisé par deux : dans un scénario jugé souhaitable, plus de 30 millions de

3. Je suggère d'applaudir, pour leur donner du cœur, et de se mettre aux casseroles pour qu'ils pensent à leur fricot, au retour du combat, perspective encourageante même pour un être qui se caractérise par son humilité et son vertueux détachement par rapport à (certaines) contingences.

personnes seraient condamnées à la misère. Les souhaits et les pronostics des experts ont-ils encore un sens, à l'échelle d'un visage ?

Si on tient compte de l'accroissement de la population, jamais au cours de l'Histoire autant d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont souffert de la misère. Certes, il ne s'agit que d'une donnée quantitative, et cela ne remet que rarement en cause notre assurance d'être parvenus au faîte de la civilisation grâce au progrès. Parallèlement (le parallèle est faux, et a quelque chose de monstrueux), la suralimentation a augmenté en 10 ans de 70 % aux États-Unis. On compte en Europe 130 millions de gros (le mot est peut-être mal choisi). Personne, jusqu'ici, n'a eu l'impudence de suggérer d'envoyer les distributeurs de sucreries et de sodas qui pullulent dans les écoles et lieux publics, au cœur de la savane africaine comme on leur a envoyé, par campagnes, de vieux manuels scolaires et des sacs de riz percés. De fait, la malnutrition et l'obésité sont davantage le fait des populations les plus défavorisées des pays riches que le signe d'une société d'abondance. À son époque, Zola opposait les gros et les maigres et il en tirait une théorie sur la société. Aujourd'hui, nous n'avons même plus la ressource de définir ainsi deux camps et d'opposer l'opulence au dénuement. Nous voyons toutes sortes de misères autour de nous, et nous sommes bien contents d'y échapper. Nous sommes contents de ne pas souffrir de la peur du manque, et de pouvoir choisir de « bons produits », un « mode de vie sain ». Mais est-ce suffisant ?

En 2050, on prédit qu'il y aura 500 000 Européens et 8,5 milliards de Terriens. La population européenne diminue en proportion de l'accroissement de la population mondiale. On s'inquiète pour sa puissance relative, mais aussi, le vieillissement de la population fait craindre un appauvrissement du fait de la baisse du nombre proportionnel d'actifs. Au même moment, l'accroissement de la population des pays les plus pauvres fait craindre des désastres humanitaires, puisqu'on ignore comment il sera possible de subvenir aux besoins de ce nombre d'êtres humains.

En 50 ans, 40 % des terres cultivées ont été dégradées par des pratiques agricoles intensives. En particulier, les sols sont de moins en moins fertiles sur la moitié des terres africaines alors que d'ici 20 ans, la terre devra nourrir 2 milliards d'hommes en plus soit 8 milliards d'individus. Actuellement, 1 à 2 millions d'êtres humains sont touchés par la désertification des terres.

Dans 20 ans, un tiers de l'humanité vivra dans des villes de plus de 1 million d'habitants, 60 % vivront en ville (pour 35 % en 1950). Pendant ce temps, la pollution par les transports devrait augmenter de 25 %. Ainsi, à Paris, qui compte 11 millions d'habitants, 3 millions de véhicules entrent et sortent chaque jour de la ville.

L'eau insalubre provoque chaque année 5 millions de morts. En moyenne, un Américain consomme 600 litres d'eau par personne et par jour, un Européen 250 et un Africain 30. Ainsi, en 40 ans, la mer d'Aral a perdu 75 % de son volume et 50 % de sa superficie.

Plus de la moitié des récifs coralliens est menacée tout comme un mammifère sur quatre, 12 % des oiseaux, un tiers des poissons, plus de la moitié des plantes à fleurs et des insectes. Actuellement, 11 000 espèces sont menacées à très court terme et une espèce meurt toutes les heures. 140 000 km² de forêts (environ 1/4 de notre territoire) disparaissent chaque année.

37 000 km de glace fondent chaque année, les inondations ont touché plus de 1,5 milliard de personnes, en tuant 318 000 et faisant 81 millions de sans-abri. Comment peut-on souhaiter aux pays en développement un modèle de développement comparable à celui des pays riches, si la consommation qui en résulterait a pour conséquence inévitable la fin de la planète ? Mais par ailleurs peut-on souhaiter que les pauvres restent pauvres ? Même égoïstement, il est nécessaire que de nouveaux consommateurs deviennent clients des entreprises, pour qu'elles puissent continuer à être en bonne santé et offrir du travail, voire même de bonnes conditions de travail.

Dans les pays riches, on se plaint du chômage et l'on tente de protéger la « force de travail », mais au même moment, 75 % de nos chaussures viennent de Chine, raison pour laquelle elles sont moins chères et l'on peut en acheter plus et plus souvent, ce qui est devenu une habitude, car elles ne sont pas conçues pour être solides. Les tenants du développement durable se plaignent de l'exploitation des travailleurs des pays pauvres, ou en voie de développement. Les coûts salariaux sont de 40 000 euros par an en Europe, de 4 000 euros dans le Maghreb, de 1 000 euros en Chine ou en Europe Centrale. Pourtant, même en Chine, on évalue le chômage à environ 10 %, et il est bien plus élevé dans d'autres pays à bas coûts salariaux. Certains prônent l'assouplissement du droit du travail pour rendre les travailleurs des pays riches plus compétitifs : pourtant, même les libéraux les plus convaincus ne peuvent pas imaginer que ceux-ci parviennent jamais à rejoindre les niveaux de salaires des travailleurs des pays les plus pauvres.

Donc, le modèle économique qui est prôné à court, à moyen et à long terme est bien celui de la conquête de nouveaux marchés, l'appauvrissement d'une partie de la population des pays riches étant présenté comme une étape douloureuse mais transitoire en attendant que la demande mondiale augmente grâce à la montée en puissance d'une classe moyenne dans des pays où elle n'existait pas encore. Or on en revient au paragraphe précédent : une classe moyenne mondiale

consommatrice sur la planète serait l'équivalent d'un nuage de sauterelles s'abattant sur un champ de blé.

Que faire alors de la richesse accumulée, puisqu'il serait dangereux de la redistribuer largement ? Tout d'abord, est-il vrai que les richesses ne cessent de s'accumuler ? Les chiffres de croissance des entreprises, les cotations boursières offrant des rendements de 10 % chaque année correspondent-ils véritablement à une création de valeur, à un patrimoine matériel qui se matérialiserait en une réalité palpable ? Admettons qu'on veuille bien le croire : si donc la nature des biens créés est intangible mais qu'elle appartient désormais à un monde de valeurs virtuelles, où stocker cette liquidité, comment thésauriser ces matières de nature fluide mais qui s'attachent pourtant encore à des personnes, comme le veut le droit de propriété, pilier de notre civilisation ?

Il faut embastiller ces richesses, car elles sont la condition de possibilité du progrès économique, de la bonne santé de l'économie. C'est leur place qui va favoriser l'un ou l'autre des concurrents. Les pays, et pas seulement les entreprises, en dépendent. On les protège à tous les échelons de la « gouvernance » en adoptant des mesures visant à stabiliser les flux monétaires en minimisant les risques. Ainsi, on ne fait pas courir de risque aux richesses en les plaçant dans des lieux où le besoin en infrastructures conduirait à leur simple consommation. Les richesses ne peuvent être dévorées que par des organismes qui les reproduisent en les utilisant. L'usure est à ce prix.

Ainsi, la plupart des décideurs, qu'ils expriment la volonté des entreprises ou celle des majorités qu'ils représentent, comme dans les grands organismes internationaux, tombent d'accord sur la nécessité de faire le choix du « développement durable ». Cela implique une moindre empreinte sur la planète, donc une activité plus précautionneuse, plus qualitative que quantitative, dont les bénéfices se feraient sentir à plus long terme. Mais un ralentissement de la croissance est envisagé par tous comme une catastrophe : que le déficit de la balance commerciale des États-Unis grandisse et entraîne la dégringolade du dollar, que le budget dérape, que le pays adopte des mesures protectionnistes, que la croissance de la Chine diminue ou que les prix du pétrole atteignent les 60 \$ le baril, et nous aurons tout lieu de nous désoler. Que plusieurs phénomènes se combinent, et l'on a le sentiment que l'humanité sera menacée. Le terrorisme est la manifestation la plus visible de la menace répétée et pendante qui pèse sur la santé de l'économie financière, un organisme sans ressources immunitaires et qui est pourtant la pompe, l'artère, le cœur de la vie des hommes.

C'est pourquoi on dresse des fortifications autour des richesses matérielles et virtuelles. Tout territoire se définit désormais par sa plus ou moins grande capacité à se défendre contre les risques d'une

« attaque ». Ainsi, la part de la défense dans sa Constitution marque-t-elle désormais l'une des deux priorités de l'Europe. Les deux sont les faces d'une même médaille : la compétitivité économique soutenue par la libéralisation a pour corollaire le renforcement de la « sécurité du territoire ». Sur le modèle américain, il est à prévoir que le budget de la défense passe de 2,5 % du PIB en France et en Grande-Bretagne, 1,5 % en Allemagne à 4 %, comme aux États-Unis. Les budgets de l'armement sont en constante augmentation avec 839 milliards d'euros en 2001, soit 2,6 % du PNB mondial et 137 euros par habitant. La hausse régulière de 2 % des budgets à partir de 1998 implique des sommes considérables : ainsi aux États-Unis (36 % des dépenses globales sont américaines) elles représentent 18 % du budget 2004 soit 399 milliards de dollars. Il faut que ces dépenses apportent des bienfaits autrement importants que les bénéfices des firmes de la défense et des marchands de canons pour qu'on consente à dépenser tant d'argent alors qu'on en est si avare ailleurs, ce d'autant plus qu'une bonne part de ces dépenses en armes est indirectement utilisée pour détruire des biens. Ainsi les armes ne sont pas seulement des dépenses de type somptuaire, mais des dépenses qui induisent d'autres coûts et il est impossible de continuer à les penser seulement en termes économiques.

Les guerres ont fait 50 millions de réfugiés. Les États-Unis à eux seuls dépensent 3 \$ par jour et par habitant pour l'armement (alors que 1,2 milliard d'hommes vivent avec moins de 1 \$ par jour). Les gouvernements du monde entier dépensent en moyenne 15 fois plus d'argent pour l'armement que pour l'aide au développement des pays pauvres. Chaque année, on dépense environ 750 milliards de dollars pour l'armement. Chaque jour dans le monde, plus de 30 000 enfants meurent d'une maladie contre laquelle existe pourtant un traitement. Ainsi, le sida touche 35 millions de personnes dont 28 millions en Afrique où beaucoup de malades n'ont pas accès aux soins. L'espérance de vie est de 40 ans pour un Népalais. Un enfant sur quatre travaille, un adulte sur cinq ne sait ni lire ni écrire. Quelle raison permet-elle de continuer à croire que les dépenses en armement tiennent compte de ce coût d'opportunité ?

Ou bien serait-ce une peur, plus qu'une raison ? Serait-ce la crainte que les richesses, garantes de la prospérité d'une minorité certes, mais d'une minorité qui diminuerait ou disparaîtrait avec elle si le risque la faisait passer de son bienheureux état virtuel à une nature de poussière, de vide, d'inexistence, d'incrédible créé puis défait, ne fondent ? « Mon argent, mon bel argent, on m'a volé mon argent ». Bourgeois, gentils-hommes, prolétaires ou gueux, nous vivons dans un monde en proie aux affres et aux miasmes de l'avarice et de la dépense, qui se fondent. Mais l'équilibre, l'harmonie n'est pas la clef de voûte de ce monde.

Même si nous sommes nombreux à donner raison à Amartya Sen : « Le développement est un engagement qui va de pair avec celui de la liberté », nous ne savons pas comment faire pour nous lancer dans « un nouveau modèle économique ». Cela semble plus inaccessible qu'aprendre à nager le papillon à un chat.

Quelle autre conclusion tirer de ce fatras de chiffres et de faits mêlés ? Il y en a tant, il y en aurait tant d'autres, et probablement qu'en les utilisant comme argument, on ne rend pas plus compte des situations réelles que ceux qui prédisent des lendemains qui chantent en se félicitant des 10 % de croissance annuelle de l'activité économique chinoise. D'ailleurs, même si ces chiffres correspondaient véritablement à « quelque chose du monde », quelles idées nous donnent-ils sur ce qu'il faudrait faire à la place ? La décroissance, le développement durable, oui, mais par où commencer, comment s'y prendre ? Nous sommes pris dans la spirale de notre liberté et de nos contraintes, et nous ne savons plus comment faire, si tant est que nous sachions quoi faire.

La philosophie comme stratégie oriente coûte que coûte le choix des faits et opère une synthèse qui peint une sorte de carte du monde : virtualisation de la vie dans des pays riches vieillissants, montée de la peur avec le choix des armes, de la violence comme moyen privilégié pour défendre l'ordre établi face au terrorisme anarchique ; misère dans le reste du monde dont les populations augmentent (classes laborieuses, classes dangereuses), tentatives d'élever des murailles, des cordons sanitaires qui protégeraient le mode de vie des grandes métropoles où se concentrent les riches et les richesses. Pas besoin de la philosophie pour montrer que, derrière les fortifs', les pauvres vivent dans des paysages plus souvent dignes des « caves de Lille » que des brochures touristiques ; même les photographies esthétisantes de « la terre vue du ciel » témoignent, sur la table basse de nos salons, que la planète vieillit et la nature s'épuise. Venant échouer dans les friches, les populations abandonnant les terres et l'agriculture s'entassent dans les villes où elles subissent tour à tour l'esclavage et l'absence de travail.

Ces paysans mal adaptés ne refusent pas l'exploitation, mais la réclament, pour avoir au moins l'espoir de survivre, qui sait, d'entrer dans la « classe moyenne » plutôt que de sombrer dans l'errance ou la délinquance, mais le rêve des classes moyennes semble désormais d'un autre âge dans bien des endroits du monde. Si les bourgeoisies sont plus réparties autour du globe et si les élites mondialisées s'enrichissent du fait du capitalisme financier, un fossé toujours plus large les sépare des populations plus pauvres, ce qui rend l'ascension sociale plus difficile et les héritages plus déterminants.

On peut dire que le renforcement de la situation de rentiers des « privilégiés » montre que la loi du marché, qui avait été, jusqu'à un certain degré, la liberté de participer aux échanges commerciaux, est de plus en plus ouvertement faussée. Une autre preuve en est que, parallèlement, dans les pays riches, même les petits bourgeois sont menacés. Privés de l'idéal de réussite sociale et de leur croyance dans des valeurs démocratiques dont ils étaient garants, ils en sont souvent réduits à un sentiment d'impuissance, d'angoisse et de révolte. Ils ne croient plus aux valeurs du travail, puisque leur dévouement ou leur manque d'implication peuvent tout également être sanctionnés d'un licenciement, et ils « consomment pour oublier » : ils consomment du rêve et du risque (du jeu).

La bonne philosophie est nécessaire pour peu qu'elle soit mauvaise, pour peu qu'elle s'enfoncé dans la banalité, dans la répétition de faits d'actualité, l'évocation d'images chocs accompagnées de commentaires qui sont des lieux communs d'autant plus accablants qu'ils sont les seules choses qu'on trouve à dire à propos de l'injustice atroce qui frappe une bonne partie des hommes et qui nous épargne, nous, culs-de-plomb ratiocinants, pourquoi? Ces réflexions sont banales, déplacées et elles n'ont même pas le mérite de l'actualité. Rien de nouveau sous le soleil. Pourtant, c'est bien dans cette synthèse triviale que la stratégie commence.

On trouve déjà cette phrase dans « L'Évangile » de saint Matthieu : « À celui qui a, on donnera et même d'abondance, mais celui qui ne possède pas grand-chose, on lui prendra le peu dont il dispose ». Dénoncer l'injustice, voilà bien un cri qui résonne dans la nuit des temps. Il serait facile de dire que « c'est là une dimension intemporelle de la philosophie, ce qui ne lui retire rien de son actualité ». Cela aurait la sobre élégance, le goût, le tact de la bonne philosophie. Mais continuons à faire de la mauvaise philosophie. Supposons que nous avons découvert le véritable système de l'inégalité aujourd'hui : cela mérite examen. Rien de nouveau sous le soleil, sauf que peut-être il va s'éteindre. Comment avancer, sinon, des propositions « actuelles » pour changer le cours des choses ? Pour ce faire, on peut remarquer qu'aux yeux d'un Français (ne cachons pas la partialité de ce point de vue), trois grands modèles se proposent : le modèle français, le modèle européen et le modèle américain.

France, Europe et Monde

Le « déclin français », un nouveau sujet de polémique

Le modèle français et républicain ne croit plus en lui-même, il tombe dans l'autocritique stérile, il se censure, il se durcit, il s'effrite. Par un

désœuvrement qui vient d'un évitement du présent, il se commémore et vit par procuration à travers les pages les plus glorieuses d'une histoire révolue. Il va jusqu'à tenter de réparer les injustices historiques, accompagnant ses *mea culpa* d'un peu moins de fanfare toutefois.

« Hegel remarque quelque part que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il oublie d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce », peut-on lire sous la plume de Marx dans *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. À observer aujourd'hui les événements politiques français, européens et mondiaux, on finirait presque par croire à l'ineluctable de la figure dialectique. La silhouette frissonnante de Chirac sous la pluie qui semble l'éternel retour de la figure grand-guignolesque du général de Gaulle, lui-même tout droit surgi des piédestaux du siècle de Hugo et de Napoléon, de Béranger et du général Boulanger, de l'art sulpicien à l'imagerie d'Épinal, de Nonotte et Patouillet, illustre si bien la prose sinistre et pompeusement prophétique de la *Phénoménologie de l'Esprit* qu'on cherche éperdument, comme l'oiseau tombé du nid et le singe de sa branche, à remonter aux « origines de la comédie », origines toujours antérieures à ce qui les a précédées et qui pour ne pas l'être devraient advenir après leur fin et avant même leur commencement si bien que l'origine des origines se dérobe dans sa propre origine qui en fait de même.

Mais les pluies ininterrompues des commémorations invitent à voir dans cette conjugaison de circonstances un 18 brumaire avant l'heure : je me revois encore, longeant les quais de Seine du Quartier latin aux ombrages de l'île Saint-Louis, des jardins de Notre-Dame aux contre-forts de l'Hôtel de Ville, pont après pont, pour me voir finalement demander par les gendarmes en cape et képi mon laissez-passer. Mes compagnons étaient assez nombreux : les petits vieux qui avaient vécu et fait la Libération il y a soixante ans n'avaient pas pensé non plus que les innombrables affiches sur les murs de la capitale les invitaient à s'installer devant leur poste de télévision. Ils avaient comme moi eu ce réflexe aujourd'hui archaïque de descendre dans la rue pour célébrer en chœur un grand moment de notre histoire, pour en vivre ensemble un nouveau moment. Mais la sécurité exigeait sans doute qu'on écartât par des barrières ceux qui avaient peut-être risqué leur vie soixante ans plus tôt et qui, sait-on jamais, auraient pu être tentés de mettre à nouveau du trouble dans l'ordre public. Certes ce n'était pas un « *fluctuat nec mergitur* ». Accrochés à nos parapluies, nous pataignons et râ lions confraternellement, menée de cerf en fuite bien plus que complot ourdi par des quarterons de généraux en retraite.

La réaction du *Monde*, ce parangon de la presse nationale, respectait lui aussi une tradition bien française : là où, dans n'importe quel

pays démocratique, ses homologues auraient été présents non seulement sur place avec les invités, mais également dans les rues, le journaliste ne se voit accorder la parole que parce qu'il fait lui-même partie du cénacle, ce qui l'incite à s'enthousiasmer d'une cérémonie si réussie, d'un enthousiasme patriotique si unanime. Sans doute, entre deux épreuves des jeux olympiques d'Athènes, les téléspectateurs auront-ils admiré la retransmission exclusive de TF1 avec le discours de Chirac sous la pluie et la performance dodécaphonique de Mireille Mathieu (on ne m'a pas précisé si elle était drapée de bleu-blanc-rouge pour l'occasion et je n'ai pas pu le vérifier n'ayant pas la télévision, mais j'espère que oui pour l'unité du tableau).

Le ridicule achevé de cette pantalonnade grand-guignolesque aux fastes d'un autre âge, destinée à ses seuls protagonistes tout comme si les seuls légitimes à décider pour la France étaient les membres désignés d'un gouvernement mal élu et non la rue, conclue sous l'averse toujours gaillarde et les flonflons du bal déserté de la place de la Bastille — n'avions-nous pas été renvoyés à nos pénates pour participer aux festivités derrière notre petit écran ? Nos orteils s'apprêtaient à valser en cadence tandis que nous nous tournions les pouces au sec — ne suffit pourtant pas à apaiser l'atrabilaire représentant de la perfide Albion qui notait dans les brèves de *The Economist*, avec le laconisme dévastateur dont ce peuple se voit soudain inspiré dès lors qu'il s'agit de pourfendre la forfanterie française :

La France a célébré le soixantième anniversaire de la Libération de Paris le 25 août 1944 en mettant la capitulation allemande au crédit des forces française du général de Gaulle et non des Américains, Britanniques et Canadiens.

Jean Zay notait pour sa part, depuis sa prison, le 6 octobre 1942 :

Le manque de caractère dont ont fait preuve tant de hauts fonctionnaires républicains depuis juin 1940, la facilité avec laquelle ils ont subi les nouveaux maîtres, assumé sans révolte de conscience toutes les besognes qu'on leur imposait, ont illustré tristement l'insuffisance de leur formation civique et professionnelle. La République a payé de leur reniement l'une de ses plus fâcheuses défaillances. Elle avait négligé d'assurer elle-même leur formation : ils ne l'ont pas défendue.

Cette réflexion et ses efforts d'avant-guerre posèrent les premières bases de l'ENA.

Aujourd'hui, ces mêmes élites formées pourtant par la République ne semblent pas plus prêtes à la défendre, et face à la plaine devenue immense, face au marais incommensurable où s'embourbent le modèle social et l'utopie européenne — et je défie quiconque d'y avoir jamais cru sans lancer le défi pascalien à la face du drapeau à étoiles jaunes —,

le spectre d'une grève générale se profile, qui jouirait cette fois de ce gage indispensable à sa réussite « la secrète complaisance de l'opinion » : après trop de commémorations et de profanations, de privatisations et de délocalisations, la classe moyenne en déchéance tentera peut-être de secouer sa peur, d'écartier l'épée de Damoclès des délocalisations qui lui impose d'incessantes compromissions, cette flexibilité, cette « plus grande liberté » qui est aussi une graduelle érosion du système social et une contractualisation du droit du travail. La grève dira tout haut ce que tout le monde pense tout bas : jusqu'où faudra-t-il aller à reculons et à quoi bon puisqu'un employé français coûtera toujours plus cher qu'un employé chinois ? C'est alors que la philosophie comme stratégie saura peut-être orienter les groupements de fortune vers la construction d'un nouveau projet commun.

Ce n'est plus même le « jeune » qui, comme en mai 68, se refuse à devenir l'un de ces serviteurs serviles de l'ordre établi ; même un jeune cadre dynamique qui permet à la compétitivité française de séduire des investisseurs étrangers qui viendront prendre chez nous plutôt qu'au Bangladesh les bénéfices disproportionnés que leurs rentes leur rapportent, en vient à se poser des questions. On ne fait plus d'ailleurs cette offre au jeune « standard » qui, lui, emplit sa vie oisive de divertissements musicaux, festivaliers et alcoolisés, d'écrans virtuels et de jeux de rôle. Le « jeune » ne se révolte pas. Il n'est pas le fer de lance de l'alter-mondialisme. Il ne semble pas non plus réellement concerné par la critique du modèle libéral dit américain. À vrai dire, il est poli, ou bien désabusé, et on lui a surtout appris à ne pas se sentir vraiment concerné. « Le jeune » s'occupe à rester jeune. Il sait bien que tout n'est qu'une apparence passagère sur un écran de télévision. Il essaye juste de rester dans le rang, du moment qu'il a sa moyenne.

Le modèle européen, un avatar de l'ancien modèle libéral américain

Le modèle européen demeure une utopie : son inspiration est libérale mais, contrairement à ce qu'on dit, il suit non pas le modèle américain d'aujourd'hui, mais son ancienne version, une version usée jusqu'à la corde, non moins que le modèle français auto-commémorant.

Virtualisation : de l'évaluation à la télévision

L'homme moderne, être « éternellement jeune », échappe désormais au désert de sa vie et à l'uniformité de l'espace et du temps en prenant repères sur deux cadrans : celui de l'évaluation et celui de la télévision, deux prismes dont il devient à la fois le sujet et l'objet. Ainsi, par la notation et par la médiatisation, il s'assimile à ce qui ne se présente au départ que comme une possession, un accessoire, un accident. Mais en réalité, la situation est d'emblée biaisée et parce qu'il

ne s'offre par réellement de voie de secours, d'alternative à l'enfermement tragique de ces deux scènes dont il est l'acteur passif et le témoin actif et agi, c'est l'accident qui devient l'essentiel. L'individu s'assimile à la note et à l'image sur l'écran ou plus exactement, il s'y perd.

Les notes tiennent désormais toute la société, elles régissent l'individu du berceau au cercueil, jalons de sa normalité ou de son anormalité, au même titre que ses dates, ses tailles, ses poids. Innombrables unités de mesure, traces de ses passages aux différents échelons, de ses inclusions et de ses exclusions, leurs hiéroglyphes obsédants dessinent l'alphabet secret d'une initiation qui n'a jamais lieu, d'un passage à l'âge d'homme qui est repoussé à l'heure du trépas. Car la note assujettit et infantilise. La meilleure preuve en est que, tétanisés par son couperet, une grande majorité des élèves de la classe de philosophie demeurent imperméables à ce qui n'est pour eux qu'une discipline parmi d'autres. Quel meilleur moyen de les décourager de penser par eux-mêmes ! Plus radical encore que le pensionnat religieux pour tuer la foi ! Les notes, propagées au monde du travail, mais aussi à la vie privée, par l'évaluation de la santé, du sport, des loisirs, à celui des crédits, de l'assurance, des fichiers clients, transforment la vie entière en collection de bons points comme ces rectangles imprimés sur les paquets de chicorée qui, jadis, donnaient droit à une boîte en plastique gratuite pour lui conserver toute sa saveur, un avantage certain mais qui induisait, faisant les riches heures du commerçant madré, une consommation effrénée de la denrée ceci afin de hâter l'heureux couronnement promis. C'est par un calcul comparable que tous se lancent dans la course à l'échalote des notes, les noteurs notant les notés et étant notés par eux, tandis que tous se plaignent qui d'avoir été lésé, qui d'avoir été contraint de décider, à son corps défendant, par son verdict, de l'avenir de personnes transformées en candidats.

La chose est d'autant plus absurde en France que toute la hiérarchie sociale dépend du diplôme décroché à l'issue de ses études, selon les principes d'une méritocratie dont personne n'est dupe un seul instant. Alors qu'en Finlande, il est permis de se présenter autant de fois qu'on le souhaite à un examen, dont plusieurs sessions sont offertes, en France, le couperet tombe, fatal, et chacun s'incline. Sur ce point, la France semble malheureusement imposer son système, non par sa supériorité culturelle ou conceptuelle mais parce qu'il s'avère plus normatif donc moins coûteux.

La frustration de ceux qui restent sur le carreau n'est rien à côté de celle du second qui n'est pas premier, du troisième qui n'est pas second, de l'énarque qui n'est pas inspecteur des finances, du polytechnicien qui ne sort pas des Mines et de tous ceux qui ne rendent

pas grâce aux aléas des sujets d'examen, à l'arbitraire souverain des professeurs, au flair de leurs parents, à leurs propres relations ou — et le sujet devient vraiment scabreux — aux recettes plus illicites. Que la triche et le dopage soient devenus la panacée face à l'enfer du classement signifie assez la valeur qui est donnée à la performance. Cette ruse dévastatrice, qui a vocation à se propager (sans quoi les meilleurs se voient partir avec un handicap qui réduit à néant tous leurs efforts) parachève vraiment ce système de sélection à la fois sadique et stérile, enfermant ceux qui ont la force d'âme de résister dans « la spirale de l'échec ».

Cette pression sociale interdit aux vocations et aux talents de s'exercer librement. Dans la mesure où le statut de chacun en dépend, le sens de ce que représente la maîtrise d'une technique ou d'une connaissance, le perfectionnement des dons du corps et de l'esprit ne se suffit plus à lui-même. Un système écrasant soumet à ses quotas non seulement les pis des vaches des producteurs de lait dans l'Union Européenne mais aussi les connaissances nécessaires à la société et la dignité des individus qui la composent. Notons que lorsque l'on décide de se passer de cette grille, l'ordre du discours, garant de l'équilibre social, ne sait plus à quel saint se vouer. Il en va du système des notes comme du système judiciaire : que reste-t-il s'ils disparaissent ? Et donc on continue à construire des échelles de notation et des prisons (avec pondération et en PPP).

Toutefois, ce système aurait probablement explosé depuis longtemps, car les avantages que chacun s'imagine tirer d'une position dont il s'accommode en observant les moins bien lotis et en lorgnant avec concupiscence vers la marche supérieure ne sont malgré tout pas suffisants pour faire oublier leur prix excessif, sans le recours à une autre temporalité, celle de la vacance. Celle-ci offre son immobilité léthargique et claustrée comme alternative à la débauche d'énergie extravertie dont il faut faire montre au cours de la semaine. Non moins infantilisant, l'univers de la télévision fait passer l'individu de la position de hamster pédalant frénétiquement sur sa roue à celle de spectateur blasé, goguenard ou compatissant, selon l'humeur ou la catéchèse de chacun. En réalité, trompé par la fadeur du saindoux qu'il ingurgite, le spectateur se laisse mettre en sauce pour l'ogresque ripaille des évaluations qui se sont suspendues, mais il est trop absorbé pour s'en rendre compte. $2+2 = 5^4$.

La radio « un petit appareil d'une sélectivité merveilleuse ! » qui donne à entendre 24 heures sur 24 « tout le flot de purin de la mélodie mondiale » permettait encore une activité annexe. Désormais, « fort en

4. George ORWELL, 1984, Paris, Gallimard, « Folio »..

honneur dans chaque maison depuis quelques années — au beau milieu du salon, toutes fenêtres ouvertes — la bourdonnante, la radieuse seconde petite boîte à ordures ! »⁵ la télévision capture tous les sens et s'empare des corps captivés.

Désormais assimilée à la taxe d'habitation, réclamée dans les chambres d'hôtel (qui irait encore s'affecter de l'absence d'une Bible sur la table de nuit ?), cette boîte à images apaise les blessures, remplit les latences, peuple les solitudes. Le budget consacré par les Français à la télévision est de 212 euros par ménage, il a triplé depuis 1960. Autre vitrine onirique, issue trompeuse mais miroitante, le budget consacré aux jeux de hasard et d'argent est de 305 euros par ménage, en hausse annuelle de 4,4 % (à titre de comparaison, la hausse des dépenses de consommation est de 3,1 % par an depuis 1960).

Le vide de la vie des hommes en ville fait place nette pour ce gonflement, ce ballonnement, cette bouffissure, cette dilatation, cette distension, cet empâtement, cette enflure, cet engorgement, cette fluxion, cette grosseur, ce grossissement, cette hypertrophie, cette intumescence, ce météorisme, cet œdème, cette tuméfaction, cette turgescence. Rêve éveillé, opium et vin bon marché, du biberon au berceau, l'inclusion dans le monde civilisé s'y joue, et contre l'éveil douloureux, les médicaments et les psychotropes sont toujours là pour bercer la douleur : « *quia est in eo virtus dormitiva, cujus est natura sensus assoupire*⁶ ».

Option stratégique

Il faut supprimer les notes et la télévision pour reprendre prise sur le réel. Le courant marxiste utilisait le concept de « concret de penser », qui ne laisse pas d'évoquer, sans doute parce que l'expression y est tant martelée, incantatoire, le « *concrete* », ciment en anglais, obstacle de béton contre lequel on cogne. C'est à ce ciment-là qu'il faut se frotter, en sentir la surface rugueuse, imperméable et rêche, celle du réel qui heurte et qui blesse si l'on néglige de l'aménager. Que faire ? S'informer, poser des questions et agir en entrant dans des associations de consommateurs, pour transformer ce « profil profilé » des uns par les autres en visage. Dans l'angoisse croissante des personnes, se lit l'insatisfaction de ce qui est donné comme « la liberté » mais qui n'est rien d'autre qu'« un individualisme par défaut de cadres »⁷. Car c'est finalement le monde informe et sans visage du virtuel qui triomphe de l'apparente optimisation des qualités et des talents de chacun par l'organisation hiérarchique. Le travail n'occupe plus l'essentiel de la vie des individus.

5. Francis PONGE, *Pièces*, Paris, Gallimard, 1962.

6. NIETZSCHE, *Par-delà bien et mal*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1971, § 11.

7. Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale, L'individualisme négatif*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1995.

Ce golem devient peu à peu la nourriture terrestre et l'être des hommes, puisque sa force est de se nourrir d'elle-même, de cette chose inachevée, embryonnaire qui se forme et se déforme, de visage en visage, d'image en image, miroir où chacun se reconnaît ou s'imagine. Dès que l'écran est allumé, nous, jusqu'à ses plus farouches adversaires, nous voilà tous ensorcelés sur cette île de Caliban, nous nous détournons les uns des autres et nous oublions pourquoi nous sommes là. Bouche bée, nous recevons sagement la becquée. Par quel mystérieux phénomène d'hypnose perdons-nous soudain le contrôle de nos synapses et de nos nerfs ?

Chose vraiment surprenante (et pourtant si commune, qu'il faut plutôt en gémir que s'en étonner) ! c'est de voir des millions et des millions d'hommes, misérablement asservis, et soumis, tête baissée, à un joug déplorable, non qu'ils y soient contraints par une force majeure, mais parce qu'ils sont fascinés, et pour ainsi dire ensorcelés par le seul nom d'un, qu'ils ne devraient redouter, puisqu'il est seul, puisqu'il est envers eux tous inhumain et cruel. Telle est pourtant la faiblesse des hommes⁸ !

Si la télévision impose son rythme et occupe une place toujours plus importante, elle paralyse et rend finalement le changement encore plus impossible ; elle est le cœur d'une véritable tragédie puisqu'elle bouche les sorties et instaure une scène faussée là où était la vie, affichant ses produits jusque dans les rues ; en fait, elle sert à « calmer le jobard » comme le dit Goffman, c'est-à-dire offrir une porte de sortie honorable aux perdants, par l'onirisme.

C'est pourquoi il faut reprendre la main par rapport à cette « main invisible » et c'est la tâche de la philosophie que de le faire.

Option stratégique

Choisir de ne plus être esclave des sirènes de l'actualité, de la prose du monde, c'est à la fois être capable et avoir les moyens de penser par soi-même, un réflexe qui nous revient, quand nous sommes en péril. La philosophie et la stratégie dictent à chacun de se mettre régulièrement en danger, car là seulement est le salut. Dire non, c'est rompre la temporalité notation/télévision, c'est placer le combat sur le terrain qu'on a choisi, c'est se donner le choix des armes. Sans quoi on devient une machine inerte et l'on y perd l'estime de soi. C'est là une secousse vitale, un geste qui n'est ni égoïste ni altruiste mais qui manifeste une présence au monde, ce que certains appellent « une conscience ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'école demeure si importante, elle dont le sanctuaire protège ceux qui apprennent les arts subtils de la philosophie auprès des maîtres.

8. Étienne de LA BOÉTIE, *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Payot, 1976.

Certes nous tous avons payé et payons de milliers d'heures perdues, d'un océan d'ennui, ces quelques précieuses minutes où se sont offerts à nous les moyens de la connaissance, l'éclosion de notre conscience de citoyens indépendants et responsables. Pourtant il faudrait une force considérable à chacun s'il lui fallait partir en quête de ce ferment, du levain de la République : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Avoir le goût d'apprendre pour soi, de se cultiver par choix, c'est pouvoir vivre seul avec soi-même et affronter tous les périls. Tous ceux qui se prétendent amants de la sagesse devraient être en ce moment dans la rue pour défendre cet acquis social, cette chance offerte par la société de trouver et de construire sa maison, le havre de paix, l'abri du marin. Ils devraient construire la société européenne de demain suivant des modèles qui refusent les grilles de notation et défendent les droits sociaux des individus, car ce sont eux qui sont garants de la dignité de chacun, aune de toute valeur.

Les surprises du modèle américain

La plupart des philosophes et bon nombre de stratèges sont hostiles à la mondialisation libérale qu'ils décrivent comme le triomphe du modèle américain qu'ils conçoivent comme la jungle, la lutte de tous contre chacun, une mécanique destructive qui se propagerait comme une contamination au reste du monde. De fait, c'est commettre une erreur de croire que les États-Unis appliquent actuellement une politique aussi strictement libérale que l'Union Européenne le fait actuellement. Là est tout le paradoxe. Tandis que les valeurs du capitalisme financier exportées des États-Unis s'imposent au monde entier, s'affranchissant des taxes et des lois et semant la zizanie sur son passage, déjà de bienfaits contre-courants contrebalancent ses effets les plus dévastateurs dans son lieu d'origine. D'une certaine façon, peut-être ne sera-t-il possible de trouver des parades à cet ouragan et de réparer les dégâts qu'après son passage.

En effet, regardons ce qui se passe actuellement aux États-Unis et nous verrons que nos idées préconçues sur l'abandon de la place de l'État et la lutte contre les services publics nous font imaginer et subir un modèle américain et un ordre mondial futur qui n'est qu'une caricature.

La présidence de G. W. Bush a connu une augmentation du budget de l'État fédéral (près de 30 % en 2005) avec des dépenses destinées à l'éducation de 63 milliards de dollars pour seulement 36 en 2001 et une hausse de *Medicare* (la sécurité sociale destinée aux personnes âgées et aux personnes les plus défavorisées) sans précédent depuis sa création en 1960. Ces mesures sont allées de pair avec un recrutement de fonctionnaires qui n'ont jamais été si nombreux au cours de son histoire, un recours au déficit et un coup de frein à la décentralisation.

L'État est plus keynésien aux États-Unis qu'en Europe puisqu'il s'investit aussi davantage dans la recherche. Il est vrai que le chef du personnel de la Maison-Blanche a déclaré tout de go à la presse qu'à son avis « elle n'avait aucun rôle de contre-pouvoir », ce qu'il n'aurait jamais eu à faire en France où c'est traditionnellement l'opinion publique qui joue ce rôle. Aux États-Unis, ceux qui défendent les libertés civiques sont accusés devant le Congrès par la tête du Ministère de la Justice : « À ceux qui font peur aux gens pacifiques avec des spectres d'une liberté perdue, voici quel est mon message : votre tactique sert les terroristes. » En Europe, le combat a lieu en sourdine. Bref, si les politiques tendent à se rejoindre en allant dans deux sens différents de part et d'autre de l'Atlantique, l'accord est parfait pour réduire au silence les voix discordantes qui expriment le malaise des classes moyennes, jusqu'alors condition de possibilité, principal soutien et bénéficiaire de la démocratie.

L'Europe a une mission civilisatrice, comme le dit Robert Castel, certes ironiquement : « Les périodes troublées sont une aubaine pour les "faiseurs de projets", comme on disait au XVIII^e siècle. » De fait, nous vivons une époque très comparable. Il n'est pas possible de défendre la situation « privilégiée » de certains travailleurs parce qu'il n'y a pas, à proprement parler, les aristocrates et les autres, mais un continuum de situations où chacun a des acquis et des manques. Les lois ne peuvent donc protéger les situations au cas par cas : il faut donc créer une « constitution », un socle ferme après trente années de délitement.

Le marché est l'état de nature de la société, mais le devoir des élites est d'en faire un état de culture. Faute de normes juridiques, dans les sociétés développées comme dans les autres, il tourne à la jungle, s'assimile à la loi du plus fort, et fabrique la ségrégation et la violence⁹.

Mais là encore, la force de la loi du plus fort est une prodigieuse faiblesse, tout comme le féroce actionnaire qui exige le licenciement des employés des entreprises est lui-même un employé ou un retraité forcé de thésauriser au cas où lui ou ses proches seraient victimes d'un plan social. L'ouvrier de chez Moulinex lui-même n'a-t-il jamais acheté d'appareils ménagers *Made in China*? Le patron se plaint des charges sociales, l'employé du déclin des acquis sociaux.

Si l'Europe est bel et bien née des deux guerres du siècle précédent, alors elle hérite aussi de cette mission formulée par le rapport Beveridge : l'État est responsable de conserver suffisamment de réserves pour pouvoir financer « l'occupation » (au sens de fournir un emploi et la rémunération suffisante qui l'accompagne) de « tout le potentiel humain disponible » du pays. Cette mission était garante de

9. Alain MINC, *Capitalisme contre capitalisme*,

la sécurité et de l'ordre public mais plus encore de la cohésion sociale dans la mesure où, aux lendemains de 1945, William Beveridge soulignait que « si le plein emploi n'est pas conquis ou conservé, aucune liberté ne sera sauve, car pour beaucoup elle n'aura pas de sens ». Aujourd'hui encore ce n'est que par des mesures volontaires, inspirées par la volonté de la majorité, que l'on pourra mettre fin à la montée en puissance de l'insécurité de masse.

Option stratégique

Que les Européens s'impliquent davantage dans le modelage d'un modèle politique et social ; ce serait autre chose que la Constitution, but en soi, mais la constitution d'un projet de vie et de société, la saine constitution d'un organisme bien plus encore que d'un corps constitué. Ce qui encourage à croire à cette possibilité, c'est la densité et la qualité des échanges qui existent déjà en Europe, notamment chez les jeunes générations. Sinon, on sera toujours dans cette situation insupportable où « le corps social perd doucement son lendemain¹⁰ ».

La liberté et le temps

La liberté, la fuite, est-ce possible ? Le miracle du voyage, la liberté d'oublier le temps, le plus précieux ?

Pour que le corps social retrouve son lendemain, il importe que le corps du philosophe l'ouvre à d'autres dimensions de la vie, ces horizons où la fureur critique s'apaise un temps, avant d'y trouver les raisons de continuer le combat.

Là où la philosophie a échoué en Occident, c'est moins dans sa fonction critique que dans sa fonction contemplative. Ou plus exactement : la philosophie semble ne pas s'être fait entendre des « gens » parce qu'elle s'acharnait dans une fonction critique en battant en brèche, y voyant une main tendue vers l'ennemi, une vision plus calme, un ton plus serein, une évocation de la beauté du monde, l'acceptation heureuse de sa simple présence.

Le vol de l'oiseau dans le ciel, la chaleur du soleil sur sa joue, le jeu de la lumière entre les feuilles, le vert particulier d'une crosse de fougère et le rouge framboise d'une couverture de laine qui s'effrange près de l'âtre, l'appui d'une épaule chère, la régularité d'un souffle paisible, la suite connue des rues et celle des notes d'une sonate, l'harmonie d'un repas procédant selon l'ordre des mets et des sujets de conversation, autant de moments philosophiques dont on ne dit pas assez, en l'écrivant, combien ils sont nécessaires.

10. Paul Valéry parlait de la société pré-révolutionnaire.

Loin de l'image des affres de la création, la philosophie est une réflexion sociale et reposée. Le bien-être, ce que l'on nomme le repos de l'âme, lui sont nécessaires. Par l'écriture, ces moments bien vécus deviennent des instants nostalgiques échappés à l'oubli car nous sommes sans cesse arrachés au temps et à l'espace que nous avons connus. À l'époque du voyage et de la vitesse, la philosophie devrait rendre à l'espèce humaine le droit à la lenteur et le culte de l'ennui.

Le calme, l'espace du vide permettent aux poumons de respirer pleinement, et cet ample souffle met fin à l'angoisse.

Il est donc bien vrai que dans ces immenses solitudes que doit traverser l'homme de la naissance à la mort, il existe quelques lieux, quelques moments privilégiés où la vue d'un paysage agit sur nous, comme un grand musicien sur un instrument banal qu'il révèle, à proprement parler, à lui-même. La fausse reconnaissance, c'est la plus vraie de toutes ; on se reconnaît soi-même : et quand devant une ville inconnue on s'étonne comme devant un ami qu'on avait oublié, c'est l'image la plus véridique de soi-même que l'on contemple¹¹.

Mais il y a aussi toute une partie de soi-même que l'on ne reconnaît plus, c'est celle de la société qui jadis sauvait et emprisonnait chaque personne dans son étroit réseau de solidarités et de dépendances. Peut-être est-ce la fin de ces échanges nécessaires qui a renvoyé l'homme à la sauvagerie étrange imaginée par Rousseau dans sa fiction, l'homme naturel.

Option stratégique

Faut-il accepter ou se rebeller ? Va où ton cœur te porte !

De toute façon, tu ne peux pas t'échapper dit le Lama. Tu n'as pas le choix. On est ou bien en chemin, en voyage ou à la maison.

À mi-chemin de mon ascension, j'ai commencé à me perdre. J'ai rencontré un homme qui portait un énorme chargement de bois sur le dos. J'ai expliqué que je cherchais le temple des saints, afin de me trouver moi-même. Il m'a répondu que je n'avais pas besoin du temple, qu'il allait me montrer tout ce que j'avais besoin de savoir. Voilà ce que cela demande, a-t-il dit, et il a posé son fardeau au sol avant de se redresser. Mais qu'est-ce que je fais quand je reviens chez moi ? ai-je demandé. C'est simple, a-t-il répondu. Quand tu rentres à la maison, tu fais ça — et il a remis le fardeau sur son épaule¹².

Mais nous sommes libres de choisir la route ou le refuge, la marche et le combat, ou la fatigue et les blessures du repos.

11. Jean GRENIER, *Les Îles*, Paris, Gallimard, 1959.

12. Eliot PATTISON, *Dans la gorge du dragon*, Paris, Gallimard, « Noire », 2003.

Dès lors, faut-il se taire ou crier ? Celan répond que le cri est le seul « *schibboleth* », mais son cri a l'étrange, l'enveloppante, la précieuse harmonie de la poésie lettrée :

Cœur :
 Là aussi fais-toi connaître,
 Là au milieu du marché.
 Crie-le, le *shibboleth*, à toute force
 Dans l'étrangeté du pays :
 Février. *No pasarán*¹³.

Aujourd'hui, le cri nous vient dans une langue étrangère, il résonne comme une voix autre, il vient comme le dernier recours. Crier, puis comment cesser de crier, comment accepter de se réduire au silence ? Comment, aussi, accepter le cri des autres ? Le cri, peut-être, ne sert à rien, peut-être même qu'il dessert sa cause. Mais il est déjà poussé avant que le calcul n'intervienne, et c'est là sa force et sa légitimité. Pour bien faire, rester courtois, il ne faudrait jamais crier, mais surtout, il ne faudrait pas d'occasions de le faire.

« La voie du saint consiste à agir sans rien disputer » lit-on dans le *Tao-tô-king*. La voie des autres est sans doute d'agir en disputant. Combat idiot contre soi-même, contre les autres, contre ce qui est, combat qui épuise les forces rageuses, rage qui donne la force de continuer la route. À moins que la philosophie n'offre quelque chose d'autre que la dispute épuisante, ce quelque chose d'éternel comme la vie, cette dispute non pas sereine mais détachée, compagnie discrète comme le livre de poche où figure la philosophie silencieuse et appliquée de Maître K'ong qui dit :

La mort et la vie, la durée et la destruction, la misère et la gloire, la pauvreté et la richesse, la sagesse et l'ignorance, le blâme et la louange, la faim et la soif, le froid et le chaud, voilà les vicissitudes alternantes dont le cours constitue le Destin. Ils se succèdent comme le jour et la nuit, sans qu'aucune intelligence humaine puisse fixer leur origine. Quiconque ne se laisse pas affecter par ces événements garde l'âme intacte. Il conserve alors de jour et de nuit son équilibre, son aisance et sa bonne humeur. Bienfaisant comme le printemps, il s'adapte à tous et à toutes les circonstances. Celui-là possède la capacité intégrale¹⁴.

Oui, mais l'hirondelle ne fait pas le printemps, et maître K'ong et moi, nous aurions peut-être mieux fait de nous taire pour ne pas désintégrer davantage notre capacité intégrale. Si nous finissons

13. Paul CELAN : « Herz :/gib dich auch hier zu erkennen,/hier, in der Mitte des Marktes./Ruf's, das Schibboleth, hinaus/In die Fremde der Heimat :/Februar. No pasarán. », *op. cit.*

14. Tchouang-tseu *tsi-che*, « La crue d'automne », Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1967, ch. v.

ensemble sur cet idéal de l'imagination, c'est dans l'espoir d'entendre des réponses qui noueront un durable dialogue. Si nous nous sommes exprimés, c'est par reconnaissance envers l'hôte courtois qui, par son aimable prière, nous a offert les joies inégalables de la pensée. Alors que la parole lui est rendue, qu'il lui soit rendu hommage et que je sois hôte, à mon tour.

À toi, Lecteur ! Je te lance le gant au nez.

INCIPIT VITA NOVA.

Elen RIOT

Elen Riot, ancienne élève du lycée Chateaubriand et de l'ENS de Fontenay, travaille actuellement sur un doctorat en stratégie dans le cadre de l'école doctorale d'HEC.